

# CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés à l'audience des saisies immobilières du Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES siégeant au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur,

## SUR SAISIE IMMOBILIERE

En un seul lot,

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier sis à ATHIS MONS (ESSONNE), ZAC DU NOYER RENARD cadastré section AC numéro 271 lieudit « 6 rue des picardeaux » pour 10 a et 78 ca, lot volume 1, les lots 16 : un appartement et 35 : un stationnement double

Plus amplement désigné ci-après.

Aux requête, poursuites et diligences de :

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE, SA au capital de 1.331.400.718,80 € ayant son siège social à Paris 13ème 182 avenue de France RCS PARIS 542.029.848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

Ayant pour avocat Maître Charlotte GUITTARD, membre de la SCP DAMOISEAU & ASSOCIES, avocat au barreau de l'Essonne, demeurant 13 rue des Mazières - 91050 – EVRY-COURCOURONNES CEDEX.

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites

## ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

### EN VERTU DE

La grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Hervé CORIC, Notaire à MONTLHERY (ESSONNE), en date du 10 juillet 2009, contenant un prêt par le CREDIT FONCIER DE FRANCE, à Monsieur Denis Edouard SABIN et Madame Louisa SABIN née CHIPAN ci-après nommés d'un montant de 141 007 €, productif d'intérêts, enregistré.

Le poursuivant, sus dénommé et domicilié, a, suivant acte de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91), en date des 6 et 7 avril 2022 fait signifier commandement valant saisie immobilière

à :

**Monsieur Denis Edouard SABIN**, époux de Madame Louisa CHIPAN, de nationalité Française, né le 09/10/1956 à Sainte-Rose (97115), domicilié 6 rue des picardeaux - 91200 ATHIS MONS

**Madame Louisa SABIN née CHIPAN**, épouse de Monsieur Denis Edouard SABIN, de nationalité Française, née le 14/02/1957 à Morne à l'Eau (97111), domiciliée 6 rue des Picardeaux - 91200 ATHIS MONS

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'Avocat constitué sus dénommé et domicilié.

- la somme de 114 609,46 € montant des sommes dues valeur au 24 février 2022 selon décompte joint,
- les intérêts postérieurs au 24 février 2022 jusqu'à parfait paiement pour mémoire, au taux de 5,10% l'an,

Les intérêts moratoires seront calculés au taux de 5,10% l'an.

dus en vertu de l'acte notarié susvisé.

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement desdites sommes dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié sur les registres du Service de la Publicité Foncière de Corbeil 1 pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de Corbeil 1 en date du 24 mai 2022 sous la référence volume 2022 S numéro 149 ayant fait l'objet d'une attestation rectificative publiée le 13 juin 2022 volume 2022 S numéro 166.

L'assignation à comparaître aux débiteurs et créanciers inscrits a été délivrée pour l'audience d'orientation du 21 septembre 2022 à 09 heures 30 par acte de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91).

**CRÉDIT FONCIER**

Direction des Opérations Particuliers  
Service Contentieux  
TSA 83333  
92894 NANTERRE CEDEX 9

M. ET MME. SABIN  
6 Rue Des Picardeaux  
91200 Athis Mons

Dossier : SABIN  
Crédit N° : 2463017  
Suivi par : cgandar  
Vos réf : CVG : 353447934

Ce document n'est pas un justificatif fiscal

#### Décompte crédit 2463017 - SABIN au 24/02/2022

	Variation	Solde débiteur	Principal
Capital restant dû au 06/11/2020			103 197,52 €
Solde débiteur au 06/11/2020		6 574,02 €	
<b>Créance exigible au 06/11/2020</b>		<b>0,00 €</b>	<b>109 771,54 €</b>
Indemnité d'exigibilité 7,00% calculée sur la base de 109 771,54€ = 7 684,01 € (pour mémoire)			
Report au 06/11/2020		0,00 €	109 771,54 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 06/12/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	460,14 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/12/2020	-441,89 €	0,00 €	109 329,65 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 06/01/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	473,56 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/01/2021	-428,47 €	0,00 €	108 901,18 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 06/02/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	471,71 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/02/2021	-430,32 €	0,00 €	108 470,86 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 06/03/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	424,37 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/03/2021	518,25 €	518,25 €	108 470,86 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 06/04/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	469,84 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/04/2021	-432,19 €	86,06 €	108 470,86 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 06/05/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	454,69 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/05/2021	-447,34 €	0,00 €	108 109,58 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 06/06/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	468,28 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/06/2021	-433,75 €	0,00 €	107 675,83 €

**Décompte crédit 2463017 - SABIN au 24/02/2022**

	Variation	Solde débiteur	Principal
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 06/07/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	451,35 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/07/2021	545,23 €	545,23 €	107 675,83 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 06/08/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	466,40 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/08/2021	-435,63 €	109,60 €	107 675,83 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 06/09/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	466,40 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/09/2021	-435,63 €	0,00 €	107 349,80 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 06/10/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	449,99 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/10/2021	-452,04 €	0,00 €	106 897,76 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 06/11/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	463,03 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/11/2021	556,91 €	556,91 €	106 897,76 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 06/12/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	448,09 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/12/2021	-453,94 €	102,97 €	106 897,76 €
Versements de la période	-1 055,91 €		
Intérêts au 06/01/2022 (calculés sur le principal de la période précédente)	463,03 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/01/2022	-499,00 €	0,00 €	106 501,73 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 06/02/2022 (calculés sur le principal de la période précédente)	461,31 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 06/02/2022	555,19 €	555,19 €	106 501,73 €
Versements de la période	-995,91 €		
Intérêts au 24/02/2022 (calculés sur le principal de la période précédente)	271,58 €		
Cotisation d'assurance	93,88 €		
Report au 24/02/2022	-630,45 €	0,00 €	106 426,47 €
Indemnité d'exigibilité 7,00%	7 684,01 €		
Frais de procédure	498,98 €		
Report au 24/02/2022	8 182,99 €	8 182,99 €	106 426,47 €
<b>CRÉANCE EXIGIBLE AU 24/02/2022</b>			<b>114 609,46 €</b>
(sous réserve d'imputation des intérêts postérieurs et des cotisations d'assurance)			

Les intérêts de chaque période mensuelle sont calculés au taux du prêt de 5,10% sur la base du solde principal de la période précédente.

## DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière et sus énoncé.

COMMUNE D'ATHIS MONS (ESSONNE)

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier sis ZAC DU NOYER RENARD cadastré section AC numéro 271 lieudit « 6 rue des picardeaux » pour 10 a et 78 ca, portant sur le lot volume 1 ayant fait l'objet d'un état descriptif de division volumétrique publié le 21 avril 2009 volume 2009 P numéro 2231 suivi d'une attestation rectificative publiée le 13 mai 2009 volume 2009 P numéro 2587, l'immeuble quant à lui ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété publié le 4 juin 2009 volume 2009 P numéro 2959, portant sur les lots suivants :

- LOT NUMERO SEIZE (16) : au deuxième étage, un appartement situé bâtiment unique comprenant : un couloir, un séjour, une cuisine, une terrasse, un cabinet de toilettes, un dégagement, 2 chambres dont une avec balcon, une salle de bains, superficie : 65,85 m<sup>2</sup>, ainsi que les 310/10000èmes des parties communes générales ;
- LOT NUMERO TRENTE-CINQ (35) : au sous-sol : un stationnement double n°5 situé bâtiment unique, ainsi que les 19/10000èmes des parties communes générales.

ayant fait l'objet d'un procès-verbal de description et d'occupation établi par la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91) en date du 10 mai 2022 ci-après annexé,

Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

SELARL HDJ 91  
Huissier de justice

Nicolas BADUFLÉ  
Patrick FAUCHÈRE  
Ronan LECOMTE  
Huissiers de justice associés  
Mathilde MANCEAU  
Johanna MORAND  
Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
91165 LONGJUMEAU CEDEX  
Tél. 01 64 48 81 32 - Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**

## PROCES-VERBAL DE DESCRIPTION

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX ET LE DIX MAI

### A LA REQUETE DE :

S.A. CREDIT FONCIER DE FRANCE (C.F.F.), immatriculée au RCS N° 542 029 848, dont le siège social est 182 avenue de France 75013 PARIS, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège,

Ayant pour Avocats :

- Maître Paul BUISSON, Avocat au Barreau du Val d'Oise, domicilié 29 rue Pierre Butin 95300 PONTOISE ;
- Maître Charlotte GUITTARD, Avocat au Barreau de l'Essonne, domiciliée en cette qualité 13 rue des Mazières 91050 EVRY COURCOURONNES CEDEX ;

### LESQUELS M'EXPOSENT :

Que l'établissement requérant est créancier de Madame et Monsieur SABIN Louisa et Denis en vertu d'un acte notarié reçu par Maître Hervé CORIC, Notaire à Montlhéry (91), en date du 10 juillet 2009 ;

Que dans le cadre d'une procédure de saisie immobilière sur un bien appartenant aux débiteurs susnommés et situé 6, rue des Picardeaux 91200 ATHIS-MONS, ils entendent faire procéder à un procès-verbal de description conformément aux dispositions légales ;

Qu'ils me requièrent en ce sens.

### DEFERANT A CETTE REQUISITION,

Je, Ronan LECOMTE, Huissier de justice associé au sein de la « SELARL HDJ 91, titulaire d'un office d'huissier de justice à Longjumeau (91160), 9, boulevard de Bretagne », soussigné



**SELARL HDJ 91**  
**Huissiers de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHÈRE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**

Certifie m'être présenté ce jour à l'adresse des lieux à décrire susvisés, où là étant, en présence de Monsieur Ariles MIHOUBI, expert immobilier, cabinet DIMM, diagnostic immobilier,

Je dresse les descriptions requises.

## **DESCRIPTIF**

Le bien à décrire se compose :

- d'un appartement situé au deuxième étage gauche ascenseur puis fond de couloir de type F3, outre la jouissance exclusive d'un balcon et d'une terrasse,
- d'un stationnement double en sous-sol.

Le bien à décrire s'intègre dans une résidence soumise aux statuts de la copropriété et dont le syndic en exercice est signalé comme étant l'IMMOBILIERE DE VIGNEUX, 33 avenue de la Concorde 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE.






**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHERE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariées

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97

Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIETE GENERALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**

Les lieux sont occupés par l'une des parties saisies, en l'espèce Madame Louisa SABIN, laquelle, ainsi déclarée, préalablement avisée par mes soins de la réalisation du descriptif ce jour, est présente et ne s'y oppose pas.

L'occupante me précise être la seule occupante du bien, son mari ayant quitté les lieux depuis de nombreuses années.

Les parties communes sont sécurisées, entretenues et à l'état d'usage compte tenu de leur destination. Le bâtiment dispose d'une cage d'ascenseur.

Parallèlement à mes descriptions, Monsieur MIHOUBI procède aux diagnostics légalement requis ainsi qu'aux calculs des surfaces des pièces du logement. Ses résultats seront directement transmis à l'avocat poursuivant.

**Couloir :**

Porte palière : châssis bois avec poignée béquille métallique. L'ensemble est à l'état d'usage et en bon état de fonctionnement.

Sol : moquette élimée et ancienne.

Murs : plinthes en bois puis peinture usagées avec des traînées noirâtres.

Plafond : peinture à l'état d'usage, deux sorties électriques en plafonnier comportant deux globes et un détecteur antifumée.



**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHÈRE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**

Le fond du couloir comporte un dégagement mural ouvert.

**Séjour :**

Porte d'accès : châssis bois avec poignée double béquille, l'ensemble est à l'état d'usage, en bon état de fonctionnement.

Sol : moquette élimée, décollée et ancienne.

Murs : plinthes en bois puis peinture à l'état d'usage.

Plafond : peinture à l'état d'usage, une sortie électrique en plafonnier avec suspension.

La pièce comporte :

- une baie vitrée, un pan ouvrant, châssis PVC double vitrage, la baie est sécurisée par un volet roulant mécanique ; l'ensemble est à l'état d'usage en bon état de fonctionnement ;
- une baie vitrée, deux pans ouvrants un pan dormant, châssis PVC double vitrage, la baie est sécurisée par un volet roulant mécanique ; l'ensemble est à l'état d'usage en bon état de fonctionnement.




**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHÈRE  
 Ronan LÉCOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 - Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**



**Cuisine :**

L'espace est ouvert sur le séjour.

Sol : carrelage à l'état d'usage.

Murs : plinthes carrelées puis peinture à l'état d'usage.

Plafond : peinture à l'état d'usage, une sortie électrique en plafonnier avec suspension.



La pièce comporte :



**SELARL HDJ 91**  
**Huissiers de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHIERE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIETE GENERALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**

- une baie vitrée, un pan ouvrant, châssis PVC double vitrage, la baie est sécurisée par un volet roulant mécanique ; l'ensemble est à l'état d'usage en bon état de fonctionnement ;
- des meubles bas et hauts de cuisine ; le plan intègre un évier, double vasque et paillasse, avec robinetterie type mitigeur et se prolonge par une gazinière individuelle alimentée par du gaz de ville ;
- des meubles hauts muraux à l'état d'usage ;
- une chaudière murale de marque CHAFFOTEAUX avec affichage électronique.

**Terrasse :**

Sol : dalles carrelées, à l'état d'usage mais l'une d'elles est fissurée.

Garde-corps métallique à l'état d'usage.

L'espace comporte un petit retour le long de la façade.



**Cabinet de toilettes :**

Porte d'accès : châssis bois avec poignée double béquille. L'ensemble est à l'état d'usage et en bon état de fonctionnement.

Sol : carrelage à l'état d'usage.

Murs : plinthes carrelées puis peinture à l'état d'usage. Une bouche d'aération condamnée à l'aide de papier aluminium.





**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFE  
 Patrick FAUCHERE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 - Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIETE GENERALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**

Plafond : peinture à l'état d'usage, une sortie électrique en plafonnier avec douille et ampoule.

Les WC sont de type anglais avec réservoir dorsal et cuvette double abattant.

**Dégagement :**

Porte d'accès depuis l'entrée : châssis bois avec poignée double béquille. L'ensemble est à l'état d'usage et en bon état de fonctionnement.

Sol : moquette usagée et élimée.

Murs : plinthes en bois puis peinture à l'état d'usage.

Plafond : peinture à l'état d'usage, une sortie électrique en plafonnier avec globe.

**Chambre gauche (chambre 1) :**

Porte d'accès : châssis bois avec poignée double béquille.

Sol : moquette grossièrement posée et gondolée.

Murs : plinthes en bois puis peinture à l'état d'usage.

Plafond : peinture à l'état d'usage, une sortie électrique en plafonnier avec douille et ampoule.




**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHÈRE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariées

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**

La pièce comporte une porte vitrée, deux pans ouvrants, châssis PVC double vitrage, desservant un petit balcon privatif, la baie est sécurisée par un volet roulant mécanique. L'ensemble est à l'état d'usage.



**Chambre droite (chambre 2) :**

Porte d'accès : châssis bois avec poignée double béquille. L'ensemble est à l'état d'usage et en bon état de fonctionnement.

Sol : moquette grossièrement posée, gondolée et usagée.

Murs : plinthes en bois puis peinture à l'état d'usage.

Plafond : peinture à l'état d'usage, une sortie électrique en plafonnier avec douille et ampoule.

La pièce comporte une baie vitrée, deux pans ouvrants, châssis PVC double vitrage, la baie est sécurisée par un volet roulant mécanique. L'ensemble est à l'état d'usage et en bon état de fonctionnement mais la poignée de la baie n'est pas vissée.



**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHERE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIETE GENERALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**



**Salle de bains :**

Porte d'accès : châssis bois avec poignée double béquille.  
 L'ensemble est à l'état d'usage et en bon état de fonctionnement.

Sol : carrelage à l'état d'usage.

Murs : plinthes carrelées puis peinture et pans carrelés à l'état d'usage. Un bloc néon mural.

Plafond : peinture à l'état d'usage, une sortie électrique en plafonnier avec douille, ampoule.




**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHÈRE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**

La pièce comporte :

- un appareil électroménager laissant présumer la présence d'alimentation et d'évacuation en eau idoines ;
- un lavabo sur colonne avec robinetterie type mitigeur, l'ensemble est à l'état d'usage ;
- une baignoire avec tablier bois mélaminé et robinetterie de type mitigeur avec flexible de douche ; l'ensemble est à l'état d'usage.

**Stationnement :**

L'emplacement double désigné par l'occupante porte le n° 5. Celui-ci est situé au niveau -1 du bâtiment.

L'espace est ouvert et dénué de système de sécurité privatif.

L'ensemble est à l'état d'usage compte tenu de sa destination et du reste des places de stationnement limitrophes.






SELARL HDJ 91  
Huissier de justice

Nicolas BADUFLÉ  
Patrick FAUCHÈRE  
Ronan LECOMTE  
Huissiers de justice associés  
Mathilde MANCEAU  
Johanna MORAND  
Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
91165 LONGJUMEAU CEDEX  
Tél. 01 64 48 81 32 - Fax. 01 69 09 57 97  
chude@hj-idfssd.com

2120816

Acte : 466104

Mes descriptions étant terminées, je me suis retiré.

Je termine mes opérations à 14 h 35.

Et, de tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de description pour servir et valoir ce que de droit auquel j'intègre des photographies strictement conformes à mes descriptions et prises par mes soins, un certificat de superficie relatif au bien décrit, un résumé statistique et deux plans géographiques relatifs à la commune d'Athis-Mons (91).

Coordonnées bancaires (compte affecté)  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
bic adresse swif SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120816 BT/RL**

**COUT :**

Les articles cités ci-dessous sont extraits du code de commerce

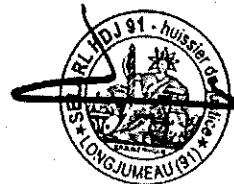
Emoluments (Article L.444-1)	219,16
Transport (Article A.444-48)	7,67
Base T.V.A.	226,83
T.V.A. 20,00%	45,37

**TOTAL T.T.C.** 272,20 €

Soit deux cent soixante-deux euros et vingt centimes

Acte dressé sur 11 pages, outre les annexes susvisées.

Ronan LECOMTE  
Huissier de justice associé



## Certificat de superficie de la partie privative

Numéro de dossier : R.22.384.ATHIS-MONS.SABIN  
Date du repérage : 10/05/2022  
Heure d'arrivée : 13 h 43  
Durée du repérage : 02 h 20

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 art. 54 II et V, de la loi n° 96/1107 du 18 décembre 1996, n°2014-1545 du 20 décembre 2014 et du décret n° 97/532 du 23 mai 1997, en vue de reporter leur superficie dans un acte de vente à intervenir, en aucun cas elle ne préjuge du caractère de décence ou d'habilité du logement.

**Extrait de l'Article 4-1** - La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot, mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

**Extrait Art.4-2** - Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-1.

<b>Désignation du ou des bâtiments</b> Localisation du ou des bâtiments : Département : .... <b>Essonne</b> Adresse : ..... <b>6 rue des Picardeaux (Appt : 16 et pk : 35)</b> Commune : ..... <b>91200 ATHIS-MONS</b> Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : <b>2ème étage Lot numéro Appt : 16 et pk : 35,</b>	<b>Désignation du propriétaire</b> Désignation du client : Nom et prénom : <b>Mr SABIN Denis Edouard et Mme Louisa SABIN</b> Adresse : ..... <b>6 rue des Picardeaux 91200 ATHIS-MONS</b>
<b>Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)</b> Nom et prénom : <b>S.A. CREDIT FONCIER DE FRANCE (C.F.F.)</b> Adresse : ..... <b>182 avenue de France 75013 PARIS</b>	<b>Repérage</b> Périmètre de repérage :
<b>Désignation de l'opérateur de diagnostic</b> Nom et prénom : ..... <b>Mihoubi Ariles</b> Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... <b>DIMM Diagnostic Immo</b> Adresse : ..... <b>10 Allée des Champs Elysées 91000 EVRY</b> Numéro SIRET : ..... <b>535 308 035 00026</b> Désignation de la compagnie d'assurance : ... <b>MMA</b> Numéro de police et date de validité : ..... <b>114.231.812 - 31/12/2022</b>	
<b>Superficie privative en m<sup>2</sup> du ou des lot(s)</b>	

Surface loi Carrez totale: 65,85 m<sup>2</sup> (soixante-cinq mètres carrés quatre-vingt-cinq)  
Surface au sol totale: 65,85 m<sup>2</sup> (soixante-cinq mètres carrés quatre-vingt-cinq)

**Résultat du repérage**

Date du repérage : **10/05/2022**  
 Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :  
**Néant**  
 Liste des pièces non visitées :  
**Néant**  
 Représentant du propriétaire (accompagnateur) :  
**Sans accompagnateur**

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

Parties de l'immeuble bâties visitées	Superficie privative au sens Carrez	Surface au sol	Commentaires
2ème étage - Entrée	7,71	7,71	
2ème étage - Séjour	21,24	21,24	
2ème étage - Cuisine	5,7	5,7	
2ème étage - Dégagement	2,86	2,86	
2ème étage - Chambre 1	9,3	9,3	
2ème étage - Chambre 2	12,32	12,32	
2ème étage - Salle de bain	4,55	4,55	
2ème étage - Wc	2,17	2,17	

Superficie privative en m² du ou des lot(s) :

**Surface loi Carrez totale: 65,85 m² (soixante-cinq mètres carrés quatre-vingt-cinq)**  
**Surface au sol totale: 65,85 m² (soixante-cinq mètres carrés quatre-vingt-cinq)**

Fait à ATHIS-MONS, le 10/05/2022

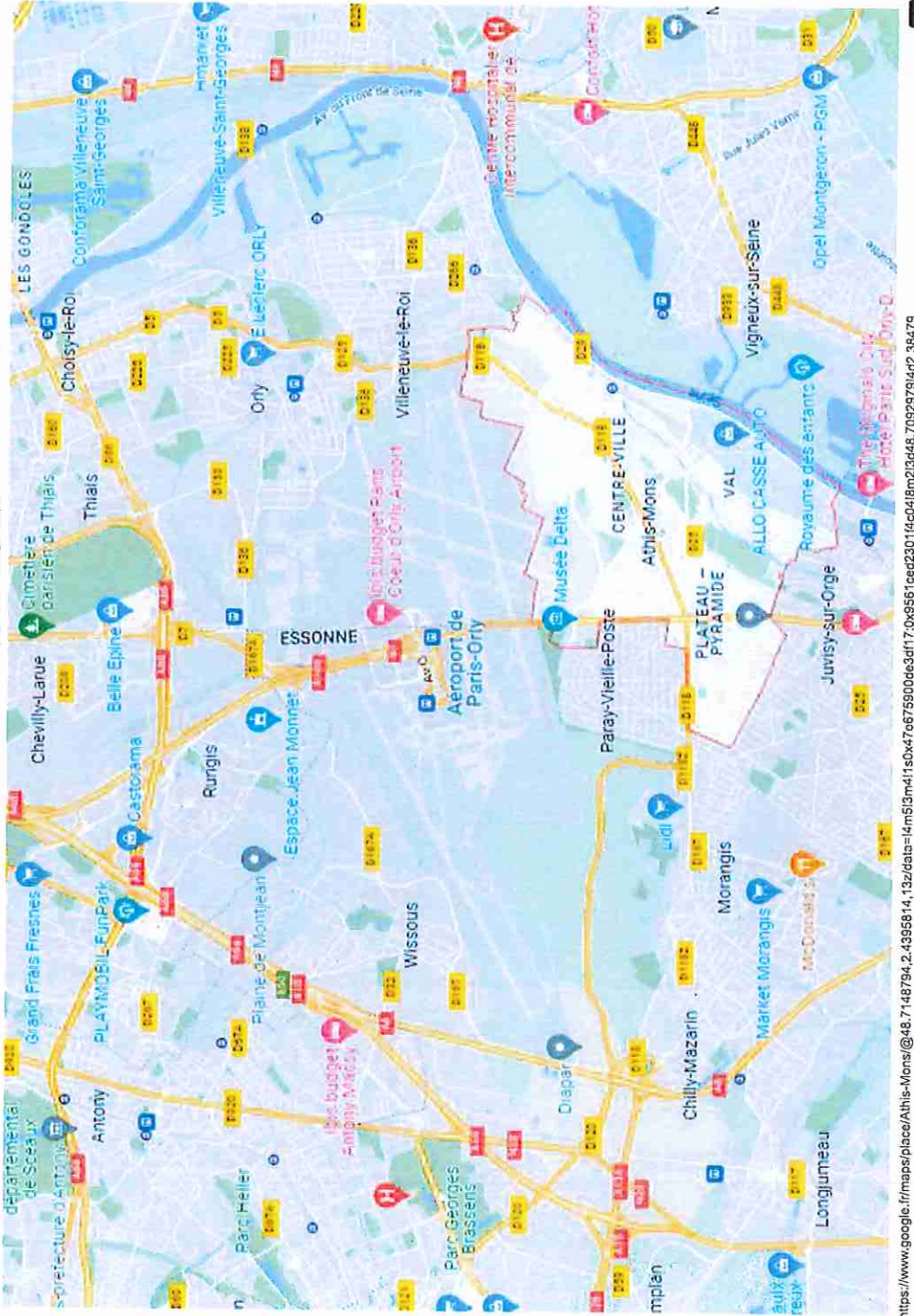
Par : Mihoubi Ariles



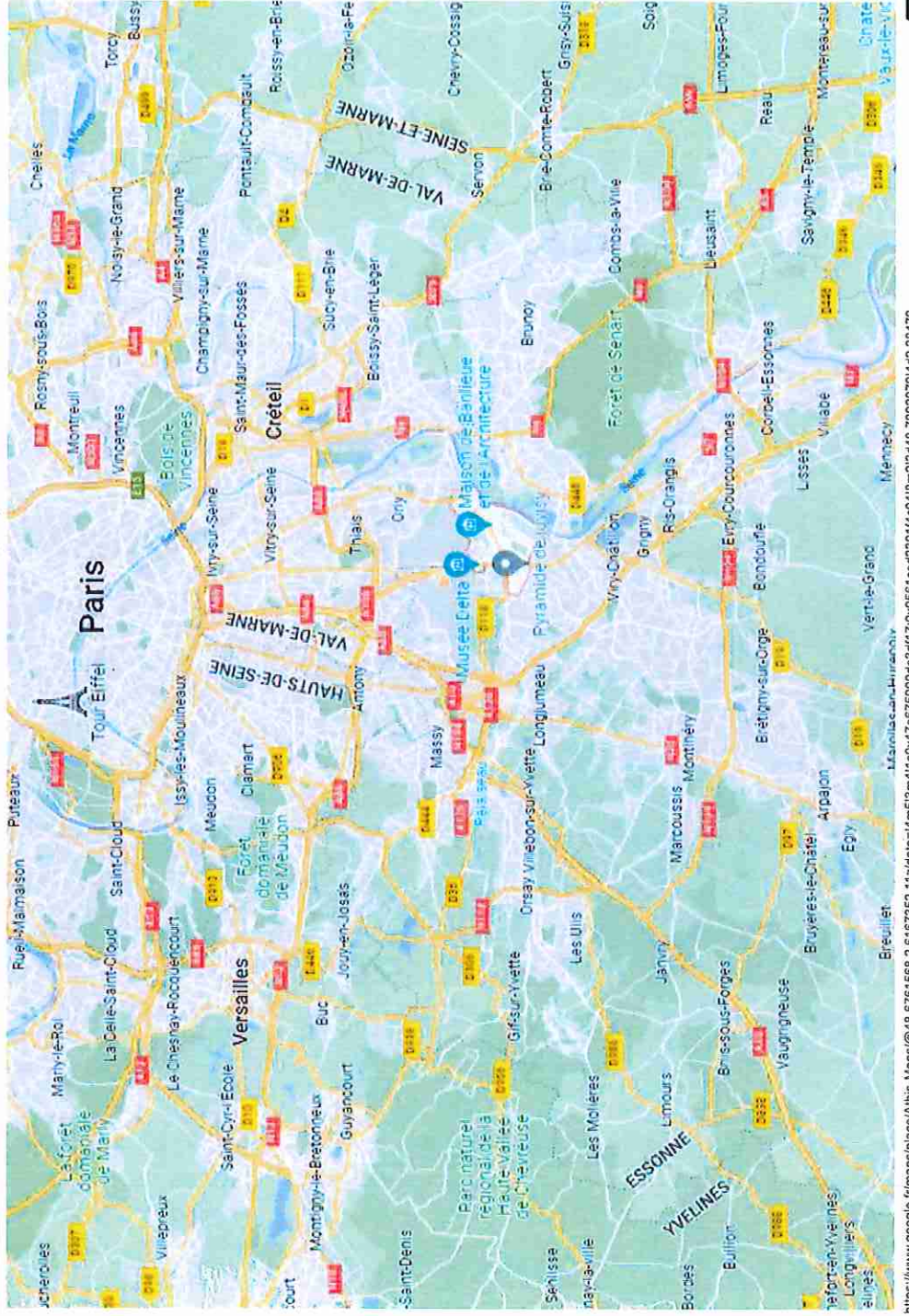
Aucun document n'a été mis en annexe

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.









## Population et ménages

Indicateurs	Athis-Mons	France
Population	35 101	66 732 538
Densité de population (hab/km²)	4 100,6	105,5
Superficie (km²)	8,6	632 733,9
Nombre de ménages	13 869	29 752 199

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale - 2018

## Evolution annuelle moyenne de la population

Indicateurs	Athis-Mons	France
Variation de population (%)	3,13	0,35
- due au solde naturel (%)	1,23	0,31
- due au solde entrées/sorties (%)	1,90	0,04

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale - 2013-2018

## Logement

Indicateurs	Athis-Mons	France
Nombre de logements	14 747	36 220 594
Part des résidences principales (%)	94,0	82,1
Part des rés. secondaires (yc log. occasionnels) (%)	0,7	9,7
Part des logements vacants (%)	5,3	8,2

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale - 2018

## Naissances - Décès

Indicateurs	Athis-Mons	France
Naissances domiciliées	N/A	N/A
Décès domiciliés	241	659 849

Source : Insee, État civil - 2021

## Emploi - Chômage

Indicateurs	Athis-Mons	France
Emploi total au lieu de travail	10 097	26 599 318
dont part des emplois salariés (%)	92,2	86,7
Taux d'activité des 15 à 64 ans (%)	75,7	74,1
Taux de chômage des 15 à 64 ans (au sens du recensement) (%)	9,0	13,4

Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale - 2018

## Revenus

Données manquantes ou insuffisantes pour construire cette dataviz

Source : Insee, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) et Enquête 'Budget de Famille 2017 (extension DOM)' pour la Guadeloupe, la Guyane et Mayotte - 2019

## Etablissements

Indicateurs	Athis-Mons	France
Nb étab. actifs employeurs au 31/12	671	2 249 490
Part étab. sans salarié dans les étab. actifs employeurs au 31/12 (%)	11,2	10,0
Part étab. de 1 à 9 salariés dans les étab. actifs employeurs au 31/12 (%)	72,1	71,8
Part étab. de 10 salariés ou plus dans les étab. actifs employeurs au 31/12 (%)	16,7	18,2

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (Flores) - 2019

## Postes dans les établissements

Indicateurs	Athis-Mons	France
Postes dans les étab. actifs au 31/12	8 756	25 230 884
Part de l'agriculture (%)	0,0	1,1
Part de l'industrie (%)	1,9	12,7
Part de la construction (%)	4,0	5,9
Part du commerce, transport, services (%)	50,2	47,5
Part de l'admin. publique, enseignement, santé et action sociale (%)	43,9	32,8

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (Flores) - 2019



Les biens ci-dessus décrits sont imposés au rôle de la contribution foncière ainsi qu'il appert d'un extrait des rôles ci-dessous littéralement rapporté :

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

ANNEE DE MAJ		2021	DEF DIR	91 0	COM	107	ATHIS MONS	MCKW9D	SABIN/DENIS EDOUARD	TRES	118	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ	NUMERO COMMUNAL	501209
Propriétaire/Indivision														
6 RUE DES PICARDEAUX 91200 ATHIS MONS MCKW9C SABIN/LOUISA														
Propriétaire/Indivision														
6 RUE DES PICARDEAUX 91200 ATHIS MONS														
6 RUE DES PICARDEAUX 91200 ATHIS MONS														
N°(s) de 0910/1946														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														
N°(s) de 1402/1097														



## **ORIGINE DE PROPRIETE**

Lesdits biens appartenant à Monsieur Denis Edouard SABIN et Madame Louisa SABIN née CHIPAN suivant acte en date du 10 juillet 2009 publié le 13 août 2009 sous la référence volume 2009 P numéro 4560 pour l'avoir acquis de la société dénommée SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6, dont le siège social est à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 127 avenue Charles de Gaulle, identifiée au SIREN sous le numéro 444 510 853 et immatriculée au RCS de Nanterre.

# **CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE**

## **SUR SAISIE IMMOBILIERE**

### **CHAPITRE 1<sup>er</sup> : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – CADRE JURIDIQUE**

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

#### **ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE**

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

#### **ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE**

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

#### **ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS**

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont opposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

## **ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES**

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

## **ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS**

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

## **ARTICLE 7 – SERVITUDES**

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

## **CHAPITRE II : ENCHERES**

### **ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES**

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

### **ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR**

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

## **ARTICLE 10 – SURENCHERE**

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

## **ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES**

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

## **CHAPITRE III : VENTE**

### **ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE**

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

### **ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE**

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être

distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

#### **ARTICLE 14 – VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE**

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

#### **ARTICLE 15 – VENTE FORCEE**

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

#### **ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS**

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

#### **ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION**

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

#### **ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS**

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

### **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE**

#### **ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT**

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

#### **ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE**

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

## **ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES**

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

## **ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE**

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

## **ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS**

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1<sup>o</sup> du Code civil.

## **ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG**

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

## **ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE**

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

## **ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE**

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

## **CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES**

### **ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE**

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

### **ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT**

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

### **ARTICLE 29 – MISE A PRIX**

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

**86 000,00 € - quatre-vingt-six mille euros**

**Fait et rédigé,  
Le**



Vente SABIN  
Audience d'Orientation 21 septembre 2022

DIRE D'ANNEXION DE L'ASSIGNATION DELIVREE AUX DEBITEURS

L'an deux mille vingt-deux, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES, a comparu, Maître Charlotte GUITTARD, membre de la SCP DAMOISEAU & ASSOCIES, Avocat au barreau de l'Essonne, demeurant 13 rue des Mazières - 91050 EVRY COURCOURONNES CEDEX, poursuivant la vente dont s'agit laquelle a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'assignation délivrée aux débiteurs afin de comparaître à l'audience d'orientation délivrée par acte de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91) en date du 4 juillet 2022,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

Vente SABIN  
Audience d'Orientation 21 septembre 2022

DIRE D'ANNEXION D'UN ETAT HYPOTHECAIRE CERTIFIE A LA DATE DE  
PUBLICATION DU COMMANDEMENT VALANT SAISIE

L'an deux mille vingt-deux, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES, a comparu Maître Charlotte GUITTARD, membre de la SCP DAMOISEAU & ASSOCIES, Avocat au barreau de l'Essonne, demeurant 13 rue des Mazières - 91050 EVRY COURCOURONNES CEDEX, poursuivant la vente dont s'agit laquelle a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'état hypothécaire levé sur publication du commandement valant saisie,


dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

**Demande de renseignements <sup>(1)</sup>**  
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

**CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION**

N° de la demande : F.1240  
Déposée le : 24 MAI 2022  
Références du dossier : 11078

INFORMATIONS RELATIVES A LA DEMANDE	IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR <sup>(2)</sup>
<input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : <u>Commandement immobilier des 6 et 7 avril 2022</u>  Service de dépôt : <u>CORBEIL 1</u>	<u>M BUISSON &amp; ASSOCIES</u> Avocats <u>29 rue Pierre Buisson</u> <u>95300 Pontoise</u> Adresse courriel <sup>(3)</sup> : <u>jmsika@buisson-avocats.com</u> Téléphone : <u>01.34.20.15.62</u> A <u>PONTOISE</u> , le <u>23/05/2022</u> Signature 
<b>CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION</b>	
Formalité du _____ Vol. _____ N° _____	

COUT	
Demande principale :	= <u>12</u> €
Nombre de feuilles intercalaires :	
- nombre de personnes supplémentaires :	<u>1</u> x _____ € = <u>0</u> €
- nombre d'immeubles supplémentaires :	_____ x _____ € = <u>0</u> €
Frais de renvoi :	<u>2,00</u> €
<input checked="" type="checkbox"/> règlement joint <input type="checkbox"/> compte usager	<b>TOTAL =</b> <u>14,00</u> €

MODE DE PAIEMENT (cadre réservé à l'administration)	
<input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> chèque ou C.D.C. <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> utilisation du compte d'usager : _____	
QUITTANCE : _____	

PÉRIODE DE DELIVRANCE		
POINT DE DÉPART	- Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le .....	TERME - Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'au ..... inclusivement.

<sup>(1)</sup> Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.  
<sup>(2)</sup> Identité et adresse postale.  
<sup>(3)</sup> Uniquement pour les usagers professionnels.

IDENTIFICATION DES PERSONNES (toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité de l'Etat - art. 9 du décret du 04/01/1955 modifié). Si le nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser l'imprimé n° 3234-SD.				
N°	Personnes physiques : Personnes morales :	Nom Forme juridique ou dénomination	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social <sup>(4)</sup>	Date et lieu de naissance N° SIREN
1	SABIN		Denis Edouard	09.10.1956 à Sainte-Rose (97115)
2	CHIPAN		Louisa	14.02.1957 à Monte-à-l'Eau (97111)
3	SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6		Neuilly-sur-Seine (92200), 127 avenue Charles de Gaulle	SIREN : 444510853 RCS NANTERRE

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES (toute erreur dégage la responsabilité de l'Etat - art. 8-I et 9 du décret du 04/01/1955 modifié). Si le nombre d'immeubles est supérieur à cinq, utiliser l'imprimé n° 3234-SD.				
N°	Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de volume	Numéro de lot de copropriété
1	ATHIS-MONS (ESSONNE), Zac du Noyer Renard	section AC numéros 38	1	16
2		42, 43, 58, 96, 98, 100		35
3		102 à 104		
4				
5				

**CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION**☐ **DEMANDE IRREGULIERE**

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF)    ☐ demande non signée et/ou non datée  
☐ insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles    ☐ défaut de paiement  
☐ demande irrégulière en la forme    ☐ autre : \_\_\_\_\_

☐ **REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE**Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie <sup>(5)</sup> qu'il n'existe, dans sa documentation :

- ☐ aucune formalité.  
☐ que les \_\_\_\_\_ formalités indiquées dans l'état ci-joint.  
☐ que les seules formalités figurant sur les \_\_\_\_\_ faces de copies de fiches ci-jointes.

le \_\_\_\_\_,

*Pour le service de la publicité foncière,  
le comptable des finances publiques,*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

<sup>(4)</sup> Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.<sup>(5)</sup> Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
CORBEIL 1**

Demande de renseignements n°9104P01 2022F1240  
déposée le 24/05/2022, par Maître BUISSON & ASSOCIES (SELARL)

Réf. dossier : SAISIE / SABIN

**CERTIFICAT**

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(\*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1972 au 26/01/2022 (date de mise à jour fichier)  
[ x ] Il n'existe aucune formalité au fichier immobilier non informatisé,  
[ x ] Il n'existe que les 5 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :  
du 27/01/2022 au 24/05/2022 (date de dépôt de la demande)  
[ x ] Il n'existe que les 2 formalités indiquées au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CORBEIL 1, le 02/06/2022  
Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le comptable des finances publiques,  
Paul GUYARD

(\*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 26/01/2022

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 04/06/2009	Référence d'enlissement : 9104P02 2009P2959	Date de l'acte : 10/04/2009
Nature de l'acte : ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET REGLEMENT DE COPPE			
Rédacteur : SCP CORIC / MONTLHERY			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2959 :

Disposants			
Numéro	Désignation des Personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
1	SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6		444 510 853
Immeubles			
Commune	Désignation Cadastrale	Volume	Lot
ATHIS MONS	AC 38		
	AC 42 à AC 43		
	AC 58		
	AC 96		
	AC 98		
	AC 100		
	AC 102 à AC 104	1	1 à 61

Complément : Division en 61 lots numérotés de 1 à 61.Tantièmes exprimés en 10 000 èmes.

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 13/08/2009	Référence d'enlissement : 9104P02 2009P4560	Date de l'acte : 10/07/2009
Nature de l'acte : VENTE EN ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT			
Rédacteur : NOT CORIC / MONTLHERY			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P4560 :

Disposant Donateur	
Numéro	Désignation des personnes
3	SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6
	Date de naissance ou N° d'identité
	444 510 853

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1972 AU 26/01/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P4560 :

Bénéficiaire, Donataire				
Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
1	CHIPAN	14/02/1957		
2	SABIN	09/10/1956		
Immeubles				
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
tous	PI	ATHIS MONS	AC 38	
			AC 42 à AC 43	
			AC 58	
			AC 96	
			AC 98	
			AC 100	
			AC 102 à AC 104	1
				16
				35

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Donataire EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 187.006,69 EUR

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 13/08/2009	Référence d'enlèvement : 9104P02 2009V2410	Date de l'acte : 10/07/2009
Nature de l'acte : PRIVILEGE DU VENDEUR			
Rédacteur : NOT CORIC / MONTLHERY			
Domicile élu : MONTLHERY en l'étude			

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 26/01/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2410 :

Créanciers		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6		
Débiteurs		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	CHIPAN	14/02/1957
2	SABIN	09/10/1956
Immeubles		
Débiteurs	Droits	Commune
		ATHIS MONS
	Désignation cadastrale	Volume
	AC 38	
	AC 42 à AC 43	
	AC 58	
	AC 96	
	AC 98	
	AC 100	
	AC 102 à AC 104	1
		16
		35
Montant Principal : 130.904,68 EUR Accessoires : 26.180,94 EUR		
Date extrême d'effet : 31/12/2011		

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 13/08/2009	Référence d'enlèvement : 9104P02 2009V2412	Date de l'acte : 10/07/2009
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE			
Rédacteur : NOT CORIC / MONTLHERY			
Domicile élu : MONTLHERY en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2412 :

Créanciers		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
CREDIT FONCIER DE FRANCE		



RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 26/01/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2412 :

Débiteurs		Désignation des personnes	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
Numéro							
1		CHIPAN		ATHIS MONS	AC 38		
2		SABIN			AC 42 à AC 43		
Immeubles					AC 58		
Débiteurs					AC 96		
					AC 98		
					AC 100		
					AC 102 à AC 104	1	16 35

Montant Principal : 141.007,00 EUR Accessoires : 42.302,10 EUR Taux d'intérêt : 5,10 %  
Date extrême d'exigibilité : 06/06/2035 Date extrême d'effet : 06/06/2036

N° d'ordre : 5	Date de dépôt : 13/08/2009	Reference d'enlissement : 9104P02 2009V2413	Date de l'acte : 10/07/2009
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE			
Réducteur : NOT CORIC / MONTLHERY			
Domicile élu : MONTLHERY en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2413 :

Créanciers		Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro			
		CREDIT FONCIER DE FRANCE	
Débiteurs		Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro			
		CHIPAN	14/02/1957
2		SABIN	09/10/1956

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 26/01/2022

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2413 :

Immeubles		Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte					
08/02/2022 D06853	PROCES-VERBAL DU CADASTRE N° 027 - 4398 x ADM CORBEIL CADASTRE CORBEIL-ESSONNES		ATHIS MONS	AC 38 AC 42 à AC 43 AC 58 AC 96 AC 98 AC 100 AC 102 à AC 104	1	16 35

Montant Principal : 45.000,00 EUR Accessoires : 13.500,00 EUR Taux d'intérêt : 0,00 %  
Date extrême d'exigibilité : 06/06/2029 Date extrême d'effet : 06/06/2030

CERTIFICAT DE DEPOT DU 27/01/2022 AU 24/05/2022

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
08/02/2022 D06853	PROCES-VERBAL DU CADASTRE N° 027 - 4398 x ADM CORBEIL CADASTRE CORBEIL-ESSONNES	17/01/2022	ATHIS MONS AC 38, 42, 43, 58, 96, 98, 100, 102, 103 et 104 ATHIS MONS AC 271	9104P01 P04162
24/05/2022 D24642	COMMANDEMENT VALANT SAISIE IMMOBILIERE HUI LECOMTE LONGJUMEAU	07/04/2022	CREDIT FONCIER DE FRANCE SABIN/CHIPAN	9104P01 S00149

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 7 pages y compris le certificat.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE**

**CORBEIL 1**

**73-79 RUE PERAY**

**91107 CORBEIL**

**Téléphone : 0160905149**

**Télécopie : 0160905197**

**Mél : [spf.corbeil1@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:spf.corbeil1@dgfip.finances.gouv.fr)**

**Maitre BUISSON & ASSOCIES (SELARL)  
29 RUE PIERRE BUTIN  
CS 80026  
95300 PONTOISE**

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Ffij pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

Date : 02/06/2022

9104P01 2022F1240

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1972 au 24/05/2022

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
27	ATHIS MONS	AC 38		
		AC 42 à AC 43		
		AC 58		
		AC 96		
		AC 98		
		AC 100		
		AC 102 à AC 104	1	16
				35

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 04/08/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009P2959	Date de l'acte : 10/04/2009
	nature de l'acte : ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET REGLEMENT DE COPPTE		
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 13/08/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009P4560	Date de l'acte : 10/07/2009
	nature de l'acte : VENTE EN ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 13/08/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009V2410	Date de l'acte : 10/07/2009
	nature de l'acte : PRIVILEGE DU VENDEUR		

N° d'ordre : 4      date de dépôt : 13/08/2009      références d'enlissement : 9104P02 2009V2412      Date de l'acte : 10/07/2009

nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE

N° d'ordre : 5      date de dépôt : 13/08/2009      références d'enlissement : 9104P02 2009V2413      Date de l'acte : 10/07/2009

nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE



CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : HS-1630  
Déposée le : 24 MA 2022  
Références du dossier : 7A028

**Demande de copie de documents**  
pour la période à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956

à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de publicité foncière (SPF) du lieu de situation des biens pour lesquels les copies de documents sont demandées.  
(voir la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des demandes de renseignements hypothécaires et d'information sur les tarifs).

Service de publicité foncière :

CORBEIL 1

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Identité <sup>1</sup> : BUISSON & ASSOCIES - Avocats

Adresse : 29 rue Pierre Bûlin

95300 PONTOISE

Courriel <sup>2</sup> : jmsika@buisson-avocats.com

Téléphone : 01.34.20.15.62

À PONTOISE, le 23 / 05 / 2022

Signature (obligatoire) :

NATURE DES DOCUMENTS DEMANDÉS

☒ copie

☐ demande spéciale prévue par le paragraphe 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955

NATURE ET RÉFÉRENCE DES DOCUMENTS OU FORMALITÉS

N°	Nature du document (bordereau d'inscription, saisie, publication)	Date de la formalité	Numéro SAGES <sup>3</sup> ou nom du SPF compétent à la date d'exécution de la formalité	Volume	Numéro
1	toutes formalités d'inscription délivrées dans le 3233 ci-joint	<u>13/08/2002</u>		<u>8000V</u>	<u>2412</u>
2		<u>10/05/2009</u>		<u>7000V</u>	<u>2413</u>
3					
4					
5					
6					
7					

<sup>1</sup> Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules)

<sup>2</sup> L'indication du courriel autorise l'administration à vous répondre par courriel.

<sup>3</sup> Indiquer soit le numéro SAGES soit le nom du SPF compétent à la date d'exécution de la formalité. Le numéro SAGES est le numéro d'identification du service de publicité foncière (SPF) figurant notamment sur les états-réponses délivrés suite à une demande de renseignements effectuée sur l'imprimé n° 3233-SD ou 3240-SD. Le numéro SAGES est constitué de 7 caractères dont les 2 ou 3 premiers correspondent au numéro du département (exemples : 1314P02, 9714P32).

COÛT ET FACTURATION (voir notice n° 3241-NOT-SD)			
	Nombre	Tarif	Total
Bordereau(x) d'inscription demandé(s) :	2	x 6 € =	12 €
Frais d'expédition (1 € par bordereau d'inscription demandé ; 0 € si envoi par courriel) :		x 1 € =	+ €
État(s) descriptif(s) de division, modificatif(s) ou règlement(s) de copropriété demandé(s) :		x 30 € =	+ €
Autre(s) document(s) demandé(s) :		x 15 € =	+ €
Frais d'expédition (2 € par document demandé ; 0 € si envoi par courriel) :		x 2 € =	+ 2 €
	TOTAL =		14 €

MODE DE PAIEMENT	
<input checked="" type="checkbox"/> chèque à l'ordre du Trésor public	<input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> carte bancaire <input type="checkbox"/> numéraire (si n'excède pas 300 €)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
<input type="checkbox"/> <b>DEMANDE IRRÉGULIÈRE</b> Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) : <input type="checkbox"/> défaut ou insuffisance de provision <input type="checkbox"/> demande non signée et/ou non datée <input type="checkbox"/> défaut d'indication de la nature du renseignement demandé <input type="checkbox"/> autre : _____	
Le ____ / ____ / ____	<i>Le comptable des finances publiques, Chef du service de publicité foncière</i>
<input type="checkbox"/> <b>RÉPONSE DU SERVICE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE</b> Dans le cadre du traitement de la présente demande, le service de publicité foncière certifie qu'il n'existe, dans sa documentation : <input type="checkbox"/> aucun document ou formalité <input type="checkbox"/> que les documents dont copies sont ci-jointes dans un état comportant ..... pages / ..... formalités,	
Le ____ / ____ / ____	<i>Le comptable des finances publiques, Chef du service de publicité foncière</i>

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.



<b>BUREAU DES HYPOTHEQUES</b>		<b>2009 D N° 8942 HCON</b>	<b>Date : 13/08/2009 Volume : 2009 V N° 2412</b>
		<b>DROITS : Néant</b>	
<b>EFFET JUSQU'AU:</b>	<b>P</b>	<b>Salaires : 92,00 EUR</b>	<b>Droits : Néant</b>
	<b>ACCESSOIRES :</b>	<b>TOTAL 183 309</b>	<b>SALAIRES: 92 TOTAL 92</b>
<b>INSCRIPTION D'HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE AYANT EFFET JUSQU'AU SIX JUIN DEUX MIL TRENTÉ SIX</b>			<input type="checkbox"/> l'échéance <input checked="" type="checkbox"/> la dernière échéance <input checked="" type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future
<b>EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À :</b>			<b>DOMICILE ÉLU</b>
En l'Office Notarial de MONTLHERY, 57, route d'Orléans de Mes Michel MARTIN Hervé CORIC Yann LEOTY et Olivier SAVARY Notaires associés			
<b>EN VERTU DE :</b>			<b>TITRE DU CRÉANCIER</b>
D'un acte reçu par : Maître Hervé CORIC , Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle «Michel MARTIN, Hervé CORIC, Yann LEOTY et Olivier SAVARY, Notaires associés» . Le 10 JUILLET 2009 ✓			
Contenant PRET par :			
<b>CREDIT FONCIER DE FRANCE AU PROFIT DE :</b> Monsieur et Madame Denis SABIN de la somme ci-après indiquée ET AFFECTATION HYPOTHECAIRE de l'immeuble ci-après désigné.			
<b>AU PROFIT DE :</b>			<b>CRÉANCIER</b>
La Société dénommée CREDIT FONCIER DE FRANCE, Société Anonyme au capital de 682.087.900 EUR, dont le siège est à PARIS CEDEX 01 (75050), 19 Rue des Capucines BP 65, identifiée au SIREN sous le numéro 542 029 848 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.			
<b>PRETEUR</b>			
<b>CONTRE :</b>			<b>PROPRIÉTAIRE GREVÉ</b>
Monsieur Denis Edouard SABIN, Aide Soignant, et Madame Louisa CHIPAN, Aide Soignante, son épouse, demeurant ensemble à ATHIS-MONS (91200), 2 Bis Rue du Plein Midi.			

I  
N  
S  
C  
R  
I  
P  
T  
I  
O  
N

Nés savoir :

Monsieur **SABIN** à **SAINTE-ROSE** (97115), le 9 octobre 1956,  
Madame **SABIN** à **MORNE A L EAU** (97111), le 14 février 1957.

**DEBITEURS SOLIDAIRES**

**SUR :**

**IMMEUBLE GREVÉ**

**Désignation de L'ENSEMBLE IMMOBILIER dont dépendent les BIENS :**

Dans un ensemble immobilier situé à **ATHIS-MONS (Essonne) ZAC DU NOYER RENARD**,

Dépendant d'un volume immobilier ci-dessous désigné, issu de la division volumétrique des parcelles actuellement cadastrées :

Préfixe	Section	N°	Lieudit	Surface
	AC	38	75 Avenue de Morangis	00 ha 02 a 97 ca
	AC	42	Avenue de Morangis	00 ha 00 a 19 ca
	AC	43	75 Avenue de Morangis	00 ha 00 a 38 ca
	AC	96	Avenue de Morangis	00 ha 00 a 08 ca
	AC	100	75 Avenue de Morangis	00 ha 00 a 30 ca
	AC	98	75 Avenue de Morangis	00 ha 05 a 11 ca
	AC	58	75 Avenue de Morangis	00 ha 00 a 63 ca
	AC	102	Avenue de Morangis	00 ha 00 a 52 ca
	AC	103	Avenue de Morangis	00 ha 00 a 26 ca
	AC	104	Avenue de Morangis	00 ha 00 a 34 ca

Total surface :

00 ha 10 a 78 ca

**Formant l'Ilôt C de ladite ZAC.**

**LE LOT DE VOLUME NUMERO UN (01), désigné comme suit :**

**VOLUME NUMERO 1**

Ce volume est constitué par la somme des neuf sous-volumes ci-après définis et localisés sous teinte bleue aux plans joints :

**1°) Sous volume de 1 a à 1 e correspondant aux 5 lots de volumes en infrastructure**

sous-volume a : une surface de base de 833 m<sup>2</sup> de -∞ à +∞ ;

sous-volume b : une surface de base de 61 m<sup>2</sup> de -∞ à la cote 85,42 (correspondant à la cote de la limite supérieure de l'étanchéité du sous-sol) ;

sous-volume c : une surface de base de 41 m<sup>2</sup> de -∞ à la cote 85,56 (correspondant à la cote de la limite supérieure de l'étanchéité du sous-sol) ;

sous-volume d : une surface de base de 73 m<sup>2</sup> de -∞ à la cote 85,65 (correspondant à la cote de la limite supérieure de l'étanchéité du sous-sol) ;

sous-volume e : une surface de base de 71 m<sup>2</sup> de -∞ à la cote 86,11 (correspondant à la cote de la limite supérieure de l'étanchéité du sous-sol) ;

**2°) Sous volume de 1 f à 1 i correspondant au débord des balcons**

sous-volume f : une surface de base de 0,5 m² de la cote 87,39 à la cote 100,48 ;

sous-volume g : une surface de base de 1 m² de la cote 87,39 à la cote 100,48 ;

sous-volume h : une surface de base de 0,8 m² de la cote 87,39 à la cote 100,48 ;

sous-volume i : une surface de base de 0,5 m² de la cote 87,39 à la cote 100,48.

Et le droit d'édifier à l'intérieur de ce volume un immeuble à usage de parking en infrastructure, d'habitation et de commerces en superstructure.

Les sous-volumes 1b à 1e ne devront en aucun cas dépasser les cotes minimales nécessaires à la réalisation des équipements publics à savoir de 85,60 au nord-est à 86,20 au sud-ouest correspondant aux cotes du trottoir.

Et les droits de construire attachés à ce volume pour une SHON maximum de 1.730,32 m2, à usage de logements collectifs et de 500 m2 à usage de commerces.

**ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION VOLUMETRIQUE**

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division volumétrique établi aux termes d'un acte reçu par Maître BOUTON-HUGUES, Notaire à PANTIN (Seine Saint Denis) le 6 avril 2009, dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de CORBEIL-ESSONNES (ESSONNE) le 21 avril 2009 volume 2009 P numéro 223 <sup>q</sup>suivi d'une attestation rectificative dressée par Maître BOUTON-HUGUES, Notaire sus-nommée, le 11 mai 2009 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de CORBEIL-ESSONNES (ESSONNE) le 13 mai 2009 volume 2009 P numéro 2587. <sup>q</sup>

**Désignation des BIENS :**

**Lot numéro seize (16)**

**Lot numéro trente cinq (35)**

Au sous-sol, un stationnement double situé bâtiment unique

**Etat descriptif de division – Règlement de copropriété**

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître Hervé CORIC, Notaire à MONTLHERY (ESSONNE), le 10 avril 2009, dont une copie authentique est en cours de publication au deuxième bureau des hypothèques de CORBEIL-ESSONNES (ESSONNE). <sup>oJP 2959</sup>

APPARTENANT A :

L'EMPRUNTEUR

EFFET RELATIF

ACQUISITION acte de Me CORIC du 10 juillet 2009 dont une copie authentique sera publiée avant ou en même temps que les présentes

POUR SURETÉ DE :

CRÉANCE GARANTIE

- De la somme de CENT QUARANTE ET UN MILLE SEPT EUROS, montant en principal du prêt dont la dernière échéance sera exigible le 6 juin 2035, ci

141.007,00

- Des intérêts au taux annuel de 5,10%

Mémoire

- Des accessoires comprenant notamment :

a) toutes sommes dues pour frais et avances, les loyaux coûts du contrat de prêt et de leurs suites, telles que la copie exécutoire de cet acte, si l'inscrivant venait à en faire l'avance, frais de poursuite et de mise à exécution, dommages et intérêts, indemnités en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité avant terme, et tous frais taxables.

b) intérêts de toutes sommes en souffrance et de toutes avances dans les conditions prévues au contrat de prêt.

42.302,10

Lesdits accessoires évalués à

Total à inscrire sauf Mémoire

183.309,10

#### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS

**PRET P.A.S. exonéré de taxe de publicité foncière**

Prêt accordé en application des dispositions des décrets du 30 Décembre 1992, du 18 Mars 1993 et de deux arrêtés du même jour.

**CERTIFICATIONS**

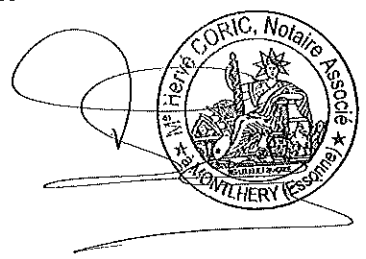
(Montant du capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le soussigné, Maître Hervé CORIC , Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle «Michel MARTIN, Hervé CORIC, Yann LEOTY et Olivier SAVARY, Notaires associés» , certifie exactement conformes entre eux les deux exemplaires du présent bordereau établi sur cinq pages et approuve aucun renvoi, aucun mot nul.

Il certifie que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance.

Il certifie également que l'identité complète du propriétaire telle qu'elle est indiquée ci-dessus sous la 4ème rubrique lui a été régulièrement justifiée.

**MONTLHERY (Essonne) ,  
Le 5 AOUT 2009**



**PARTIE RÉSERVÉE AU CONSERVATEUR**

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès de la conservation des hypothèques, un droit d'accès et un droit de rectification

2009 D N° 8943  
HCON

Date : 13/08/2009  
Volume : 2009 V N° 2413

<b>B.</b>		DROITS : Néant	
BUREAU DES HYPOTHEQUES		Salaires : 29,00 BUR	
EFFET JUSQU'AU:	PRI :	Droits : Néant	
	ACCESSOIRES : 0,00	SALAIRES: 29	
	TOTAL 58500	TOTAL 29	
INSCRIPTION D'HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE AYANT EFFET JUSQU'AU SIX JUIN DEUX MIL TRENTE		<input type="checkbox"/> l'échéance <input checked="" type="checkbox"/> la dernière échéance <input checked="" type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future	
EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À :		DOMICILE ÉLU	
En l'Office Notarial de MONTLHERY, 57, route d'Orléans de Mes Michel MARTIN Hervé CORIC Yann LEOTY et Olivier SAVARY Notaires associés			
EN VERTU DE :		TITRE DU CRÉANCIER	
D'un acte reçu par : Maître Hervé CORIC , Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle «Michel MARTIN, Hervé CORIC, Yann LEOTY et Olivier SAVARY, Notaires associés» . Le 10 JUILLET 2009			
Contenant PRET par :			
CREDIT FONCIER DE FRANCE AU PROFIT DE : Monsieur et Madame Denis SABIN de la somme ci-après indiquée ET AFFECTATION HYPOTHECAIRE de l'immeuble ci-après désigné.			
AU PROFIT DE :		CRÉANCIER	
La Société dénommée CREDIT FONCIER DE FRANCE, Société Anonyme au capital de 682.087.900 EUR, dont le siège est à PARIS CEDEX 01 (75050), 19 Rue des Capucines BP 65, identifiée au SIREN sous le numéro 542 029 848 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.			
<u>PRETEUR</u>			
CONTRE :		PROPRIÉTAIRE GREVÉ	
Monsieur Denis Edouard SABIN, Aide Soignant, et Madame Louisa CHIPAN Aide Soignante, son épouse, demeurant ensemble à ATHIS-MONS (91200), 2 Bis Rue du Plein Midi.			

I  
N  
S  
C  
R  
I  
P  
T  
I  
O  
N

Nés savoir :  
Monsieur **SABIN** à SAINTE-ROSE (97115), le 9 octobre 1956,  
Madame **SABIN** à MORNE A L EAU (97111), le 14 février 1957.

**DEBITEURS SOLIDAIRES**

SUR :

IMMEUBLE GREVÉ

Désignation de L'ENSEMBLE IMMOBILIER dont dépendent les BIENS :

Dans un ensemble immobilier situé à ATHIS-MONS (Essonne) ZAC DU NOYER RENARD,

Dépendant d'un volume immobilier ci-dessous désigné, issu de la division volumétrique des parcelles actuellement cadastrées :

Préfixe	Section	N°	Lieudit	Surface
	AC	38	75 Avenue de Morangis	00 ha 02 a 97 ca
	AC	42	Avenue de Morangis	00 ha 00 a 19 ca
	AC	43	75 Avenue de Morangis	00 ha 00 a 38 ca
	AC	96	Avenue de Morangis	00 ha 00 a 08 ca
	AC	100	75 Avenue de Morangis	00 ha 00 a 30 ca
	AC	98	75 Avenue de Morangis	00 ha 05 a 11 ca
	AC	58	75 Avenue de Morangis	00 ha 00 a 63 ca
	AC	102	Avenue de Morangis	00 ha 00 a 52 ca
	AC	103	Avenue de Morangis	00 ha 00 a 26 ca
	AC	104	Avenue de Morangis	00 ha 00 a 34 ca

Total surface :

00 ha 10 a 78 ca

Formant l'îlot C de ladite ZAC.

LE LOT DE VOLUME NUMERO UN (01), désigné comme suit :

**VOLUME NUMERO 1**

Ce volume est constitué par la somme des neuf sous-volumes ci-après définis et localisés sous teinte bleue aux plans joints :

1°) Sous volume de 1 a à 1 e correspondant aux 5 lots de volumes en infrastructure

sous-volume a : une surface de base de 833 m<sup>2</sup> de -∞ à +∞ ;

sous-volume b : une surface de base de 61 m<sup>2</sup> de -∞ à la cote 85,42 (correspondant à la cote de la limite supérieure de l'étanchéité du sous-sol) ;

sous-volume c : une surface de base de 41 m<sup>2</sup> de -∞ à la cote 85,56 (correspondant à la cote de la limite supérieure de l'étanchéité du sous-sol) ;

sous-volume d : une surface de base de 73 m<sup>2</sup> de -∞ à la cote 85,65 (correspondant à la cote de la limite supérieure de l'étanchéité du sous-sol) ;

sous-volume e : une surface de base de 71 m<sup>2</sup> de -∞ à la cote 86,11 (correspondant à la cote de la limite supérieure de l'étanchéité du sous-sol) ;

2°) Sous volume de 1 f à 1 i correspondant au débord des balcons

sous-volume f : une surface de base de 0,5 m<sup>2</sup> de la cote 87,39 à la cote 100,48 ;

sous-volume g : : une surface de base de 1 m<sup>2</sup> de la cote 87,39 à la cote 100,48 ;

sous-volume h : : une surface de base de 0,8 m<sup>2</sup> de la cote 87,39 à la cote 100,48 ;

sous-volume i : : une surface de base de 0,5 m<sup>2</sup> de la cote 87,39 à la cote 100,48.

Et le droit d'édifier à l'intérieur de ce volume un immeuble à usage de parking en infrastructure, d'habitation et de commerces en superstructure.

Les sous-volumes 1b à 1e ne devront en aucun cas dépasser les cotes minimales nécessaires à la réalisation des équipements publics à savoir de 85,60 au nord-est à 86,20 au sud-ouest correspondant aux cotes du trottoir.

Et les droits de construire attachés à ce volume pour une SHON maximum de 1.730,32 m<sup>2</sup>, à usage de logements collectifs et de 500 m<sup>2</sup> à usage de commerces.

#### ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION VOLUMETRIQUE

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division volumétrique établi aux termes d'un acte reçu par Maître BOUTON-HUGUES, Notaire à PANTIN (Seine Saint Denis) le 6 avril 2009, dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de CORBEIL-ESSONNES (ESSONNE) le 21 avril 2009 volume 2009 P numéro 2231, suivi d'une attestation rectificative dressée par Maître BOUTON-HUGUES, Notaire sus-nommée, le 11 mai 2009 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de CORBEIL-ESSONNES (ESSONNE) le 13 mai 2009 volume 2009 P numéro 2587. ✓

#### Désignation des BIENS :

Lot numéro seize (16)

Lot numéro trente cinq (35)

#### Etat descriptif de division -- Règlement de copropriété

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître Hervé CORIC, Notaire à MONTLHERY (ESSONNE), le 10 avril 2009, dont une copie authentique est en cours de publication au deuxième bureau des hypothèques de CORBEIL-ESSONNES (ESSONNE). *ogp 2959*

#### Désignation de L'ENSEMBLE IMMOBILIER dont dépendent les BIENS :

APPARTENANT A :

L'EMPRUNTEUR

EFFET RELATIF

ACQUISITION acte de Me CORIC du 10 juillet 2009 dont une copie authentique sera publiée avant ou en même temps que les présentes

POUR SURETÉ DE :

CRÉANCE GARANTIE

- De la somme de QUARANTE CINQ MILLE EUROS, montant en principal du prêt dont la dernière échéance sera exigible le 6 juin 2029, ci

45.000,00



- Des intérêts au taux annuel de 0%

Mémoire

- Des accessoires comprenant notamment :

a) toutes sommes dues pour frais et avances, les loyaux coûts du contrat de prêt et de leurs suites, telles que la copie exécutoire de cet acte, si l'inscrivant venait à en faire l'avance, frais de poursuite et de mise à exécution, dommages et intérêts, indemnités en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité avant terme, et tous frais taxables.

b) intérêts de toutes sommes en souffrance et de toutes avances dans les conditions prévues au contrat de prêt.

13.500,00

Lesdits accessoires évalués à

Total à inscrire sauf Mémoire

58.500,00

#### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS

**PRET à 0% exonéré de taxe de publicité foncière**

Prêt accordé à l'emprunteur dans le cadre des dispositions du décret n° 95-1064 du 29 Septembre 1995 - art. 845-3e du C.G.I.

# CERTIFICATIONS

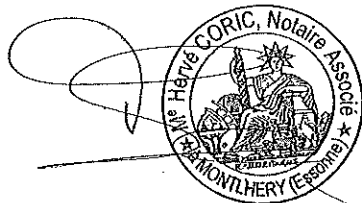
(Montant du capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le soussigné, Maître Hervé CORIC , Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle «Michel MARTIN, Hervé CORIC, Yann LEOTY et Olivier SAVARY, Notaires associés» , certifie exactement conformes entre eux les deux exemplaires du présent bordereau établi sur CINQ pages et approuve aucun renvoi, aucun mot nul.

Il certifie que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance.

Il certifie également que l'identité complète du propriétaire telle qu'elle est indiquée ci-dessus sous la 4ème rubrique lui a été régulièrement justifiée.

MONTLHERY (Essonne) ,  
Le 5 AOUT 2009



## PARTIE RÉSERVÉE AU CONSERVATEUR

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès de la conservation des hypothèques, un droit d'accès et un droit de rectification

**CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION**

N° de la demande : .....  
Déposée le : .....  
Références du dossier : .....

**Demande de renseignements  
pour la période à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956**

à souscrire en **DEUX** exemplaires auprès du service de  
publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels  
les renseignements sont demandés.  
(voir la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des  
demandes de renseignements hypothécaires et d'information  
sur les tarifs).

Service de publicité foncière :

.....CORBEIL-4.....

**IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR**

Identité <sup>1</sup> : BUISSON & ASSOCIES

Adresse : Avocats

29 rue Pierre Butin

95300 PONTAISE

Courriel <sup>2</sup> : imsika@buisson-avocats.com

Téléphone : .....

À PONTAISE....., le 23 / 02 / 2022

Signature (obligatoire) :

**IDENTIFICATION DES PERSONNES** (tout erreur ou imprécision dégage la responsabilité de l'Etat - art. 9 du décret du 04/01/1955 modifié)  
Si le nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser la feuille de suite.

N°	Personnes physiques : Nom (en majuscules) Personnes morales : Dénomination (en majuscules)	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social <sup>3</sup>	Date et lieu de naissance N° SIREN
1	SABIN	Denis Edouard	09.10.1956 à Sainte-Rose (97115)
2	CHIPAN	Louisa	14.02.1957 à Morne-à-l'eau (97111)
3			

**DÉSIGNATION DES IMMEUBLES** (tout erreur ou imprécision dégage la responsabilité de l'Etat - art. 8.1 et 9 du décret du 04/01/1955 modifié)  
Si le nombre d'immeubles est supérieur à cinq, utiliser la feuille de suite.

N°	Commune (en majuscules) (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de division volumétrique	Numéro de lot de copropriété
1	ATHIS-MONS (ESSONNE), Zac du Noyer Renard	section AC numéros 38	1	16
2		42		35
3		43		
4		58		
5		96		

**PÉRIODE DE DÉLIVRANCE**

**CAS GÉNÉRAL**

Période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1956<sup>4</sup> à la date de mise à jour du fichier au jour de réception de la demande, pour les demandes portant uniquement sur  
des personnes, ou à la date de réception de la demande pour tout autre type de demande.

**CAS PARTICULIER**

Vous souhaitez une période différente du cas général, veuillez préciser :

- le point de départ (date postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956) : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_  
- le point d'arrivée, au plus tard le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Pour une demande portant uniquement sur des immeubles, souhaitez-vous limiter la délivrance à l'information concernant le dernier  
propriétaire connu ? ☐ (si oui, cochez la case)

<sup>1</sup> Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules). <sup>2</sup> L'indication du courriel autorise l'administration à vous répondre par courriel.  
<sup>3</sup> Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts. <sup>4</sup> ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant  
uniquement sur les immeubles.

COÛT DE PUBLICITÉ (voir notice n° 3241-NO1-SD)			
	Nombre de personnes ou d'immeubles	Tarif	Total
Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles		x 12 € =	€
Tarifs des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles		12 €	12 €
- nombre de personnes au-delà de 3 :		x 5 € =	+
- nombre d'immeubles au-delà de 5 :	5	x 2 € =	+
Frais d'expédition (2 € ; 0 € si envoi par courriel) :			+
		TOTAL =	22 €

MODE DE PAIEMENT	
<input checked="" type="checkbox"/> chèque à l'ordre du Trésor public	<input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> numéraire (si n'exécède pas 300 €)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :	
<input type="checkbox"/> insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles <input type="checkbox"/> défaut ou insuffisance de provision <input type="checkbox"/> demande non signée et/ou non datée <input type="checkbox"/> autre : _____	
Le ____ / ____ / ____	<i>Le comptable des finances publiques,            Chef du service de publicité foncière</i>

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent :  
elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
CORBEIL 1**

**Demande de renseignements n° 9104P01 2022H21031 (11)  
déposée le 03/03/2022, par Maître BUISSON & ASSOCIES (SELARL)**

**Réf. dossier : HF SABIN-CHIPAN**

**CERTIFICAT**

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(\*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1972 au 06/12/2021 (date de mise à jour du fichier)  
[ x ] Il n'existe aucune formalité au fichier immobilier non informatisé.
- [ x ] Il n'existe que les 21 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint.
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :  
du 07/12/2021 au 03/03/2022 (date de dépôt de la demande)  
[ x ] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CORBEIL 1, le 07/03/2022  
Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le comptable des finances publiques,  
Paul GUYARD

(\*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 19/04/2007	Référence d'enlissement : 9104P02 2007P2600	Date de l'acte : 21/03/2007
Nature de l'acte : DIVISION-VENTE			
Rédacteur : NOT BOUTON-HUGUES / PANTIN			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2007P2600 : DIVISION DE PARCELLES

Immeuble Mère				Immeuble Filles			
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Lot
ATHIS MONS		AC	34			ATHIS MONS	
ATHIS MONS		AC	35			ATHIS MONS	
						AC	45 à 47
						AC	48 à 74

Disposition n° 2 de la formalité 9104P02 2007P2600 : VENTE Après Division

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes				
1	IMMOBILIERE 3 F				
Date de naissance ou N° d'identité	552 141 533				
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes				
2	SORGEM SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DU VAL D'ORGE				
Date de naissance ou N° d'identité	343 850 517				
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
2	TP	ATHIS MONS	AC 46 à AC 47 AC 49 à AC 60 AC 67 à AC 68 AC 74		

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domancier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 273.280,00 EUR

**RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021**

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 20/04/2007	Référence d'enlissement : 9104P02 2007P2627	Date de l'acte : 20/04/2007
Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°5174			
Rédacteur : ADM CORBEIL CADASTRE / CORBEIL-ESSONNES			

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2007P2627 : Division de parcelle*

Immeuble Mère				Immeuble Filles			
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx
ATHIS MONS		AC	27			ATHIS MONS	AC
							38 à 44

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 09/01/2008	Référence d'enlissement : 9104P02 2008P114	Date de l'acte : 04/10/2007
Nature de l'acte : AVENANT A LA CONVENTION N° 91-1-10-1992-85.1231-075.078/060			
Rédacteur : ADM EVRY DDE / EVRY CEDEX			

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2008P114 :*

Avenant à la Convention conclue le 30/10/1992 et publiée les 05/11 et 09/12/1992 Vol 1992 P N°6431 suivie d'une Attestation rectificative publiée le 09/12/1992 Vol 1992 P N°7047, entre l'ETAT et la Société IMMOBILIERE 3F. Le présent Avenant a pour objet de modifier ladite Convention établie en application de l'art. L. 351.2 du code de la construction et de l'habitation, en ce qu'elle porte uniquement sur les parcelles cadastrées AC 11, AC 17, AC 18 au lieu de celles initialement désignées à savoir AC 11 à 24 et AC 26.

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 20/04/2009	Référence d'enlissement : 9104P02 2009P2205	Date de l'acte : 06/04/2009
Nature de l'acte : VENTE			
Rédacteur : NOT Elisabeth BOUTON-HUGUES / PANTIN			

**FORMALITE EN ATTENTE**

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 5	Date de dépôt : 21/04/2009	Référence d'enlissement : 9104P02 2009P2231	Date de l'acte : 06/04/2009
Nature de l'acte : ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION VOLUMETRIQUE et SERVITUDES			
Rédacteur : NOT BOUTON-HUGUES Elisabeth / PANTIN			

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 6	Date de dépôt : 13/05/2009	Référence d'enlissement : 9104P02 2009P2585	Date de l'acte : 11/05/2009
	Nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 20/04/2009 Sages : 9104P02 Vol 2009P N° 2205		
	Rédacteur : NOT BOUTON-HUGUES / PANTIN		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2585 : de la Vente du 06/04/2009

Disposant, Donateur					
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité
1		COMMUNE D'ATHIS MONS			219 100 278
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité
2		SORGEM SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DU VAL D'ORGE			343 850 517
Immeubles					
Bénéficiaires		Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
2		TP	ATHIS MONS	AC 38 à AC 44	Lot
CO : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domainer EM : Emphytéose N : N°					

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 1,00 EUR

Complément : Evaluation : 100.000,00€.

Régularise l'identifié au n° de SIREN " 219100278 " COMMUNE de ATHIS MONS , au lieu de " 380937094 " .

N° d'ordre : 7	Date de dépôt : 13/05/2009	Référence d'enlissement : 9104P02 2009P2586	Date de l'acte : 13/05/2009
	Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE n° 027-4006 X		
	Rédacteur : ADM CORBEIL CADASTRE / CORBEIL-ESSONNES		



RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2586 : Divisions de parcelles

Immeuble Mère				Immeuble Fille									
Commune		Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune		Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
ATHIS MONS			AC	44			ATHIS MONS			AC	96 à 97		
ATHIS MONS			AC	57			ATHIS MONS			AC	98 à 99		
ATHIS MONS			AC	56			ATHIS MONS			AC	100 à 101		
ATHIS MONS			AC	59			ATHIS MONS			AC	102 à 106		

N° d'ordre : 8      Date de dépôt : 13/05/2009      Référence d'enlèvement : 9104P02 2009P2587      Date de l'acte : 11/05/2009

Nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 21/04/2009 Sages : 9104P02 Vol 2009P

Rédacteur : NOT BOUTON-HUGUES / PANTIN

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2587 : EDD & Constitution de servitudes du 06/04/2009 Me BOUTON-HUG

Disposants		Date de Naissance ou N° d'identité	
Numero	Désignation des Personnes		
1	SORGEM SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DU VAL D'ORGE	343 850 517	
Immeubles		Volume	Lot
Commune	Désignation Cadastreale		
ATHIS MONS	AC 38		
	AC 42 à AC 43		
	AC 58		
	AC 96		
	AC 98		
	AC 100		
	AC 102 à AC 104		

**RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021**

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2587 : EDD & Constitution de servitudes du 06/04/2009 Me BOUTON-HUG*

Immeubles			
Commune	Désignation Cadastre	Volume	Lot
ATHIS MONS	AC 38		
	AC 42 à AC 43		
	AC 58		
	AC 96		
	AC 98		
	AC 100		
	AC 102 à AC 104	1 à 3	

Complément : Division de l'immeuble en 3 lots volumétriques numérotés de 1 à 3.  
 Constitution de servitudes réciproques d'appui d'accrochage et de prospect.  
 régularisations relatives à l'effet relatif et à la dénomination de la société (extrait Kbis joint).

N° d'ordre : 9	Date de dépôt : 19/05/2009	Référence d'enlèvement : 9104P02 2009P2670	Date de l'acte : 06/04/2009
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT CORIC / MONTLHERY (91)		

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2670 :*

Disposant, Donateur			
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité
2	SORGEM SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DU VAL D'ORGE		343 850 517

Bénéficiaire, Donataire			
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité
1	SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6		444 510 853

Immeubles			
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale
1	TP	ATHIS MONS	AC 38
			AC 42 à AC 43

	Volume	Lot

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2670 :

Immeubles				
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
1	TP		AC 58 AC 96 AC 98 AC 100 AC 102 à AC 104	1

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 430.904,00 EUR

N° d'ordre : 10	Date de dépôt : 20/05/2009	Référence de dépôt : 9104P02 2009D5539
Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE du 16/06/2006 Sages : 9104P02 Vol 2006P N° 4178		
Rédacteur : / de la formalité initiale du 19/05/2006 Sages : 9104P02 Vol 2006P N° 3534		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009D5539 : Avenant du 07/03/2006 DDE Evry

Disposant, Donateur	
Numéro	Désignation des personnes
	ETAT
Date de naissance ou N° d'identité	
Bénéficiaire, Donataire	
Numéro	Désignation des personnes
1	IMMOBILIERE 3 F
Date de naissance ou N° d'identité	
552 141 533	

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009D5539 : Avenant du 07/03/2006 DDE Evry

Immeubles				
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
1	TP	ATHIS MONS	AC 11 à AC 14 AC 16 à AC 20 AC 23 à AC 24 AC 34 à AC 35	Lot

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 0 EUR

Complément : Correction du caractère de charge.

N° d'ordre : 11	Date de dépôt : 04/06/2009	Référence d'enlèvement : 9104P02 2009P2958	Date de l'acte : 10/04/2009
	Nature de l'acte : DEPOT DE PIECES		
	Rédacteur : NOT CORIC / MONTLHERY		
	Domicile élu :		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2958 :

Créanciers	
Numéro	Désignation des personnes
1	SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6
	Date de Naissance ou N° d'identité
	444 510 853

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2958 :

Immeubles				
Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
	ATHIS MONS	AC 38 AC 42 à AC 43 AC 58 AC 96 AC 98 AC 100 AC 102 à AC 104		1

Complément : Dépôt de pièces concernant les ventes en état futur d'achèvement et autres.

N° d'ordre : 12	Date de dépôt : 04/06/2009	Référence d'enlissement : 9104P02 2009P2959	Date de l'acte : 10/04/2009
	Nature de l'acte : ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET REGLEMENT DE COPPE		
	Rédacteur : SCP CORIC / MONTHERY		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2959 :

Disposants		
Numéro	Désignation des Personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6	444 510 853
Immeubles		
Commune	Désignation Cadastre	Volume
		Lot

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P2959 :

Immeubles			
Commune	Désignation Cadastreale	Volume	Lot
ATHIS MONS	AC 38		
	AC 42 à AC 43		
	AC 58		
	AC 96		
	AC 98		
	AC 100		
	AC 102 à AC 104	1	1 à 61

Complément : Division en 61 lots numérotés de 1 à 61. Tantiers exprimés en 10 000 ares.

N° d'ordre : 13	Date de dépôt : 13/08/2009	Référence d'enlissement : 9104P02 2009P4560	Date de l'acte : 10/07/2009
	Nature de l'acte : VENTE EN ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT		
	Rédacteur : NOT CORIC / MONTLHERY		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P4560 :

Disposant, Donateur			
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité
3	SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6		444 510 853
Bénéficiaire, Donataire			
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité
1	CHIPAN		14/02/1957
2	SABIN		09/10/1956
Immeubles			
Bénéficiaires	Droits	Commune	Volume
tous	PI	ATHIS MONS	AC 38
			Lot

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009P4560 :

Immeubles				
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
tous	PI		AC 42 à AC 43	
			AC 58	
			AC 96	
			AC 98	
			AC 100	
			AC 102 à AC 104	1
				16
				35

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 187.006,69 EUR

N° d'ordre : 14	Date de dépôt : 13/08/2009	Référence d'enlèvement : 9104P02 2009V2410	Date de l'acte : 10/07/2009
Nature de l'acte : PRIVILEGE DU VENDEUR			
Rédacteur : NOT CORIC / MONTLHERY			
Domicile élu : MONTLHERY en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2410 :

Créanciers	
Numéro	Désignation des personnes
	SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6
	Date de Naissance ou N° d'identité

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2410 :

Débiteurs		Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité	
1		CHIPAN		14/02/1957	
2		SABIN		09/10/1956	
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		ATHIS MONS	AC 38 AC 42 à AC 43 AC 58 AC 96 AC 98 AC 100 AC 102 à AC 104	1	16 35

Montant Principal : 130.904,68 EUR Accessoires : 26.180,94 EUR  
Date extrême d'effet : 31/12/2011

N° d'ordre : 15	Date de dépôt : 13/08/2009	Référence d'enlissement : 9104P02 2009V2412	Date de l'acte : 10/07/2009
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE			
Rédacteur : NOT CORIC / MONTLHERY			
Domicile élu : MONTLHERY en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2412 :

Créanciers		Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité	
		CREDIT FONCIER DE FRANCE			
Débiteurs					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		ATHIS MONS	AC 38 AC 42 à AC 43 AC 58 AC 96 AC 98 AC 100 AC 102 à AC 104	1	16 35



RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2412 :

Immeubles				
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
		ATHIS MONS	AC 38 AC 42 à AC 43 AC 58 AC 96 AC 98 AC 100 AC 102 à AC 104	1
				16 35

Montant Principal : 141.007,00 EUR. Accessoires : 42.302,10 EUR. Taux d'intérêt : 5,10 %  
Date extrême d'exigibilité : 06/06/2035 Date extrême d'effet : 06/06/2036

N° d'ordre : 16	Date de dépôt : 13/08/2009	Référence d'enlèvement : 9104P02 2009V2413	Date de l'acte : 10/07/2009
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE			
Rédacteur : NOT CORIC / MONTLHERY			
Domicile élu : MONTLHERY en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2413 :

Créanciers	
Numéro	Désignation des personnes
	CREDIT FONCIER DE FRANCE
	Date de Naissance ou N° d'identité
Débiteurs	
Numéro	Désignation des personnes
1	CHIPAN
	Date de Naissance ou N° d'identité
2	SABIN
	14/02/1957
	09/10/1956

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2009V2413 :

Immeubles				
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
		ATHIS MONS	AC 38 AC 42 à AC 43 AC 58 AC 96 AC 98 AC 100 AC 102 à AC 104	1
				16 35

Montant Principal : 45.000,00 EUR. Accessoires : 13.500,00 EUR. Taux d'intérêt : 0,00 %  
Date extrême d'exigibilité : 06/06/2029 Date extrême d'effet : 06/06/2030

N° d'ordre : 17	Date de dépôt : 10/08/2012	Référence d'enlèvement : 9104P02 2012P6313	Date de l'acte : 23/07/2012
	Nature de l'acte : ACTE COMPLEMENTAIRE A VENTE de la formalité initiale du 19/05/2009 Sages : 9104P02 Vol 2009P N° 2670		
	Rédacteur : NOT CORIC / MONTLHERY		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2012P6313 :

Disposant, Donateur			
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité
2	SORGEM SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DU VAL D'ORGE		343 850 517
Bénéficiaire, Donataire			
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité
1	SNC KAUFMAN ET BROAD PROMOTION 6		444 510 853
Immeubles			
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale
1	TP	ATHIS MONS	AC 38
			Volume
			Lot

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 06/12/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2012P6313 :

Immeubles				
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
1	TP		AC 42 à AC 43	
			AC 58	
			AC 96	
			AC 98	
			AC 100	
			AC 102 à AC 104	1

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 66.976,00 EUR

Complément : Suivant courrier en date du 16/05/2011, le bilan de clôture après livraison du programme immobilier fait apparaître une marge nette: paiement du complément de prix par le bénéficiaire.

RELEVÉ DES FORMALITES REPORTEES SUR LES IMMEUBLES  
INTERROGES

N° d'ordre : 18	Date de dépôt : 17/01/2003	Référence d'enlissement : 9104P02 2003P367	Date de l'acte : 10/01/2003
	Nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 09/08/2002 Sages : 9104P02 Vol 2002P N° 5988		
	Rédacteur : ADM EVRY DDE / EVRY CEDEX		

Disposition n° 2 de la formalité 9104P02 2003P367 : AVENANT A CONVENTION

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
1	ETAT FRANCAIS				
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
2	IMMOBILIERE 3F SA D'HLM		552 141 533		
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		ATHIS MONS	AC 11 à AC 14		
			AC 23 à AC 24		
			AC 34 à AC 35		

Prix / évaluation : 0 EUR

Complément : Avenant à la convention n°91 1 09 1988 85 075 078/016 entre l'ETAT et IMMOBILIERE 3F SA HLM publiée le 8/11/1988 vol 88p 7296.  
La parcelle AC 15 est remplacée par AC 34 et 35 suite à division cadastrale.  
Convention expirant le 30/06/2032.

N° d'ordre : 19	Date de dépôt : 14/04/2003	Référence d'enlissement : 9104P02 2003P2875	Date de l'acte : 29/11/2002
	Nature de l'acte : AVENANT A CONVENTION		
	Rédacteur : ADM EVRY DDE / EVRY CEDEX		

RELEVÉ DES FORMALITES REPORTEES SUR LES IMMEUBLES  
INTERROGES

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2003P2875 :

Disposant, Donateur				
Numéro	Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité
	ETAT FRANCAIS			
Bénéficiaire, Donataire				
Numéro	Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité
	IMMOBILIERE 3F SA D'HLM			552 141 533
Immeubles				
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
		ATHIS MONS	AC 11 à AC 14	
			AC 16 à AC 20	
			AC 23 à AC 24	
			AC 34 à AC 35	
Prix / évaluation : 0 EUR				

Complément : Avenant à la convention 91.1.09.1988.851231.075.078/016, conclue le 03/11/1988 entre l'Etat et l'Immobilière 3F SA D'HLM, publiée le 08/11/1988 VOL 1988 P N°7296.

N° d'ordre : 20	Date de dépôt : 19/05/2006	Référence d'enlissement : 9104P02 2006P3534	Date de l'acte : 07/03/2006
Nature de l'acte : AVENANT N° 8 A LA CONVENTION N° 911091988851231075078/016			
Rédacteur : ADM DDE EVRY / EVRY CEDEX			

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités revêtues en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 21	Date de dépôt : 09/01/2008	Référence d'enlissement : 9104P02 2008P114	Date de l'acte : 04/10/2007
Nature de l'acte : AVENANT A LA CONVENTION N° 91-1-10-1992-85.1231-075.078/060			
Rédacteur : ADM EVRY DDE / EVRY CEDEX			

RELEVÉ DES FORMALITES REPORTEES SUR LES IMMEUBLES  
INTERROGES

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2008P114 :

Avenant à la Convention conclue le 30/10/1992 et publiée les 05/11 et 09/12/1992 Vol 1992 P N°6431 suivie d'une Attestation rectificative publiée le 09/12/1992 Vol 1992 P N°7047, entre l'ETAT et la Sic IMMOBILIERE 3F. Le présent Avenant a pour objet de modifier ladite Convention établie en application de l'art. L 351.2 du code de la construction et de l'habitation, en ce qu'elle porte uniquement sur les parcelles cadastrées AC 11, AC 17, AC 18 au lieu de celles initialement désignées à savoir AC 11 à 24 et AC 26.

CERTIFICAT DE DEPOT DU 07/12/2021 AU 03/03/2022

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	"Prop. Imm./Contre" / Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
08/02/2022 D06855	PROCES-VERBAL DU CADASTRE N° 027 - 4398 x ADM CORBEIL CADASTRE CORBEIL-ESSONNES	17/01/2022	ATHIS MONS AC 38, 42, 43, 58, 96, 98, 100, 102, 103 et 104 ATHIS MONS AC 271	9104P01 P04162

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 18 pages y compris le certificat.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
CORBEIL 1

75-79 RUE FERAY

91107 CORBEIL

Téléphone : 0160905149

Télécopie : 0160905197

Mél. : [spf.corbeil1@dgfp.finances.gouv.fr](mailto:spf.corbeil1@dgfp.finances.gouv.fr)

Maître BUISSON & ASSOCIES (SELARL)  
29 RUE PIERRE BUTIN  
CS 80026  
95300 PONTOISE

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fioji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 9104P01 2022H21031

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1972 au 03/03/2022

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
27	ATHIS MONS	AC 38		(A)
		AC 42 à AC 43		(A)
		AC 58		(A)
		AC 96		(A)
		AC 98		(A)
		AC 100		(A)
		AC 102 à AC 104	1	(A)
				16 (A)
				35 (A)

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

## FORMALITES PUBLIQUES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 19/04/2007	références d'enlissement : 9104P02 2007P2600	Date de l'acte : 21/03/2007
	nature de l'acte : DIVISION-VENTE		
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 20/04/2007	références d'enlissement : 9104P02 2007P2627	Date de l'acte : 20/04/2007
	nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°5174		



N° d'ordre : 3	date de dépôt : 09/01/2008	références d'enlèvement : 9104P02 2008P114	Date de l'acte : 04/10/2007
	nature de l'acte : AVENANT A LA CONVENTION N° 91-1-10-1992-85.1231-075.078/060		
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 20/04/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009P2205	Date de l'acte : 06/04/2009
	nature de l'acte : VENTE		
N° d'ordre : 5	date de dépôt : 21/04/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009P2231	Date de l'acte : 06/04/2009
	nature de l'acte : ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION VOLUMETRIQUE et SERVITUDES		
N° d'ordre : 6	date de dépôt : 13/05/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009P2585	Date de l'acte : 11/05/2009
	nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 20/04/2009 Sages : 9104P02 Vol 2009P N° 2205		
N° d'ordre : 7	date de dépôt : 13/05/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009P2586	Date de l'acte : 13/05/2009
	nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE n° 027-4006 X		
N° d'ordre : 8	date de dépôt : 13/05/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009P2587	Date de l'acte : 11/05/2009
	nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 21/04/2009 Sages : 9104P02 Vol 2009P N° 2231		
N° d'ordre : 9	date de dépôt : 19/05/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009P2670	Date de l'acte : 06/04/2009
	nature de l'acte : VENTE		
N° d'ordre : 10	date de dépôt : 20/05/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009D5539	
	nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE du 16/06/2006 Sages : 9104P02 Vol 2006P N° 4178 de la formalité initiale du 19/05/2006 Sages : 9104P02 Vol 2006P N° 3534		
N° d'ordre : 11	date de dépôt : 04/06/2009	références d'enlèvement : 9104P02 2009P2958	Date de l'acte : 10/04/2009
	nature de l'acte : DEPOT DE PIECES		

N° d'ordre : 12	date de dépôt : 04/06/2009 nature de l'acte : ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET REGLEMENT DE COPPTE	références d'enlissement : 9104P02 2009P2959	Date de l'acte : 10/04/2009
N° d'ordre : 13	date de dépôt : 13/08/2009 nature de l'acte : VENTE EN ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT	références d'enlissement : 9104P02 2009P4560	Date de l'acte : 10/07/2009
N° d'ordre : 14	date de dépôt : 13/08/2009 nature de l'acte : PRIVILEGE DU VENDEUR	références d'enlissement : 9104P02 2009V2410	Date de l'acte : 10/07/2009
N° d'ordre : 15	date de dépôt : 13/08/2009 nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE	références d'enlissement : 9104P02 2009V2412	Date de l'acte : 10/07/2009
N° d'ordre : 16	date de dépôt : 13/08/2009 nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE	références d'enlissement : 9104P02 2009V2413	Date de l'acte : 10/07/2009
N° d'ordre : 17	date de dépôt : 10/08/2012 nature de l'acte : ACTE COMPLEMENTAIRE A VENTE de la formalité initiale du 13/05/2009 Sages : 9104P02 Vol 2009P N° 2670	références d'enlissement : 9104P02 2012P6313	Date de l'acte : 23/07/2012

#### FORMALITES REPORTEES

N° d'ordre : 18	date de dépôt : 17/01/2003 nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 09/08/2002 Sages : 9104P02 Vol 2002P N° 5988	références d'enlissement : 9104P02 2003P367	Date de l'acte : 10/01/2003
N° d'ordre : 19	date de dépôt : 14/04/2003 nature de l'acte : AVENANT A CONVENTION	références d'enlissement : 9104P02 2003P2875	Date de l'acte : 29/11/2002

N° d'ordre : 20	date de dépôt : 19/05/2006 nature de l'acte : AVENANT N° 8 A LA CONVENTION N° 911091988851231075078/016	références d'enlissement : 9104P02 2006P3534	Date de l'acte : 07/03/2006
N° d'ordre : 21	date de dépôt : 09/01/2008 nature de l'acte : AVENANT A LA CONVENTION N° 91-1-10-1992-85.1231-075.078/060	références d'enlissement : 9104P02 2008P114	Date de l'acte : 04/10/2007